

# Présentation de l'Ethiopie - Données générales

*France Diplomatie - Mise à jour 12 décembre 2018*

## Présentation du pays

Nom officiel : République fédérale démocratique d'Ethiopie

Nature du régime : République fédérale

Chef de l'Etat (poste honorifique) : Mme. Sahle-Work Zewde (depuis le 25 octobre 2018)

Premier ministre : M. Abiy Ali Ahmed (chef de l'exécutif depuis le 2 avril 2018)

## Données géographiques

Superficie : 1 104 300 km<sup>2</sup>

Capitale : Addis Abeba

Villes principales : Addis Abeba, Debre Zeit, Nazareth, Baher Dar, Dire Dawa, Mekele

Langue(s) officielle(s) : amharique, anglais, arabe, oromo (langue régionale officielle), tigrinya (langue régionale officielle)

Langue(s) courante(s) : amharique, oromo, tigrinya, somali, gurage, sidamo, hadiyya, anglais, arabe

Monnaie : le birr éthiopien ; 1€ = 32,6 ETB (janvier 2018)

Fête nationale : 28 mai (chute du régime du Derg en 1991)

## Données démographiques

Population : 102 millions (2016)

Densité : 104 habitants/km<sup>2</sup> (2016)

Croissance démographique : 2,5% (2016)

Espérance de vie : 65 ans (2016)

Taux d'alphabétisation : 49,1% (2015)

Indice de développement humain : 0,442 – 174<sup>ème</sup> sur 187 (2015)

Religions : Orthodoxes 43,5% ; Musulmans 33,9% ; Protestants 18,6% ; Animistes 2,6%,

Catholiques 0,7% ; autres 0,7%

Nombre de réfugiés présents sur le territoire éthiopien : 900 000 (2018)

## Données économiques

PIB : 72,5 Mds\$ (2016)

PIB par habitant : 795 \$ (2016)

Taux de croissance : 7,5% (2016)

Taux d'inflation : 9,5% (2016)

Taux de chômage (au sens du BIT) : n.d.

Déficit public : 3,3% du PIB (2016)

Dettes publiques : 55% du PIB (2016)

## Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2016)

- Agriculture : 39%
- Industrie : 15%
- Services : 47%

**Exportations de la France vers l'Ethiopie** : 430,9 MEUR (2016) / 832,1 MEUR (2017)

**Importations françaises depuis l'Ethiopie** : 44,9 MEUR (2016) / 40,5 MEUR (2017)

## Présence française

Ambassade de France : Addis Abeba

Consulat de France : Section consulaire de l'Ambassade

Communauté française en Ethiopie : 1033 Français inscrits au registre des Français établis hors de France (juin 2018)

Communauté éthiopienne en France : environ 3000 personnes

## Éléments d'actualité

### Politique intérieure

En 1991, le Front Démocratique et Révolutionnaire du peuple Ethiope (EPRDF), qui regroupe divers mouvements d'opposition armée, notamment le Front de Libération du peuple du Tigré (TPLF), dirigé par Meles Zenawi et allié à la rébellion indépendantiste du Front populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE dirigé par Issayas Afeworki, actuel Président érythréen), met fin à la dictature marxiste du colonel Mengistu (régime du Derg). Meles Zenawi devient Président du gouvernement de transition, puis Premier ministre de l'Ethiopie en août 1995.

Après le décès de Meles Zenawi, Hailemariam Desalegn, ancien Vice-premier ministre et Ministre des Affaires étrangères, est nommé Premier ministre en septembre 2012. Les dernières élections générales (mai 2015) ont abouti à une nouvelle victoire sans partage de l'EPRDF, qui remporte l'intégralité des sièges au Parlement.

L'Ethiopie a été secouée de mi-2015 à fin 2017 par des mouvements de grogne sociale de grande ampleur. L'état d'urgence, décrété entre octobre 2016 et août 2017, a permis au gouvernement de reprendre très largement le contrôle de la situation sécuritaire. En parallèle, ont été annoncées des mesures d'ouverture (réforme de la loi électorale en vue d'y insérer une dose de proportionnelle, promesses d'ouverture de l'espace politique, investissements pour l'emploi, etc.). Dans un second temps, à partir de l'été 2017, des affrontements entre communautés oromo et somalie se sont multipliés pour des questions d'accès à la terre et aux points d'eau. Ces violences ont fait des centaines de morts et près de 700 000 déplacés.

Le gouvernement a pris des mesures d'apaisement depuis le début de l'année 2018, en procédant à la libération de plusieurs milliers de personnes, dont les principaux opposants politiques (notamment le président du parti d'opposition Oromo Federalist Congress (OFC), Merera Gudina, et son vice-président, Bekele Gerba).

Le 15 février 2018, le Premier ministre éthiopien, Hailemariam Desalegn a annoncé sa démission. Le 27 mars 2018, Abiy Ali Ahmed, président de l'Oromo Peoples' Democratic Organization (OPDO), parti oromo au sein de l'EPRDF, est élu à une large majorité à la tête du conseil de la coalition. Son élection en tant que premier ministre est confirmée par une approbation à la Chambre des représentants le 2 avril 2018. Cette élection marque un tournant dans l'histoire moderne de l'Ethiopie puisque c'est la première fois qu'un Oromo accède à la primature.

Le 19 avril 2018, le Premier ministre a également procédé à un important remaniement du gouvernement. Par la suite, il remplace les chefs des armées, des services de renseignements (NISS) et de la police fédérale. Le 5 juin 2018, la levée de l'état d'urgence est votée à la Chambre des représentants.

Le 16 octobre 2018, Abiy Ahmed a procédé à un nouveau remaniement ministériel en réduisant l'équipe gouvernementale à 20 ministres dont 10 femmes.

Le 24 octobre 2018, le Président de l'Ethiopie, Mulatu Teshome, a présenté sa démission. Le lendemain, Mme. Zahle-Work Zewde a été désignée par le Parlement à sa succession, devenant la première femme à devenir Présidente en Ethiopie.

Le 1er novembre 2018, Mme. Meaza Ashenafi, a été nommée à la tête de la Cour suprême éthiopienne, renforçant d'autant plus la dynamique paritaire, impulsée par le Premier ministre.

### Situation économique

Bien qu'elle soit descendue en dessous des 8% en 2016, la croissance éthiopienne connaît depuis une dizaine d'année une augmentation de l'ordre de 10% par an. Le PIB par habitant a doublé en 10 ans, contribuant à un recul significatif de la pauvreté. L'objectif du pays est de rejoindre le groupe des pays à revenu intermédiaire d'ici 2025.

Le modèle de développement et de croissance de l'Éthiopie repose essentiellement sur la demande intérieure et plus particulièrement l'investissement public (23% du PIB) notamment dans les infrastructures (barrage géant dit de la Renaissance sur le Nil bleu, ligne ferroviaire Addis-Abeba – Djibouti) et les parcs industriels.

La croissance éthiopienne s'est accompagnée de réels efforts en termes de développement humain et social : 70% de ses dépenses consacrés à des programmes sociaux et de réduction de la pauvreté (- 15 points en 10 ans) ; augmentation de l'espérance de vie (+ 10 ans sur la dernière décennie), réduction des inégalités.

L'économie éthiopienne doit néanmoins faire face à des faiblesses conjoncturelles (sécheresse, chute des cours du café et baisse de la croissance chinoise) mais surtout structurelles :

- la pauvreté. Avec 795 \$ par habitant en 2016, le revenu par habitant éthiopien reste l'un des plus faibles du monde ;
- un secteur privé en revanche peu développé et peu diversifié (rigidités institutionnelles, manque de financement, environnement des affaires encore insuffisant -146e en 2016 au classement Doing Business de la Banque mondiale) ;
- des ressources domestiques encore faibles (les recettes publiques et fiscales représentent 15% et 12,7% du PIB) ;
- une situation extérieure fragile (détérioration du déficit courant, surévaluation de la monnaie nationale ; politique monétaire peu flexible ; réserves internationales faibles ; besoins de financements extérieurs importants). La tendance à la hausse des ratios d'endettement (dette publique de 55% du PIB) a conduit le FMI à dégrader le risque sur la soutenabilité de la dette éthiopienne de « faible » à « modéré » le 21 septembre 2015 puis de modéré à « élevé » en janvier 2018.

Le Premier ministre Abiy Ahmed a annoncé début juin une évolution du modèle économique éthiopien qui reposait sur un rôle important de l'Etat dans l'économie. Elle passe par la volonté de développer le secteur privé et d'engager des privatisations (Ethiopian Airlines et Ethio Telecom notamment).

Ce programme est en phase d'être soutenu par la Banque mondiale qui prévoit un prêt de politique publique à hauteur de 4,5 milliards USD pour le triennium 2018-2020 avec un 1er décaissement d'1,2 milliard USD avant la fin de l'année 2018.

### **Aide publique au développement**

Avec un indice de développement humain de 0,442 la classant au 174e rang sur 187 et un revenu national brut par habitant de 795\$ (2016), l'Éthiopie appartient à la catégorie des pays les moins avancés (PMA). Le pays est l'un des principaux pays d'Afrique subsaharienne bénéficiaires d'aide publique au développement (APD).

Les principaux bailleurs de l'Éthiopie en 2014 sont la Banque mondiale (905 M\$ en 2016) les États-Unis (770M\$ en 2016), le Royaume-Uni (400M£ pour 2016-17), la Banque africaine de développement (850 M\$ pour 2016-2020). La France est le 8e bailleur bilatéral. Avec un montant de 745 M€, l'Éthiopie est le premier pays bénéficiaire du 11ème FED (2014-2020).

### **Politique étrangère**

L'Éthiopie est un acteur reconnu sur la scène internationale au niveau bilatéral (visite du Président Obama ; mise en place d'un dialogue politique renforcé avec l'UE ; poursuite d'un partenariat étroit avec la Chine) et multilatéral (premier pays contributeur de troupes aux opérations de maintien de la paix des Nations unies) ; réélection quasi-unanime au Conseil des droits de l'Homme, membre non-permanent du Conseil de sécurité pour 2017-2018). Elle est un acteur-clé pour la stabilisation de la Corne de l'Afrique. Elle est l'un des premiers pays d'accueil de réfugiés en Afrique subsaharienne (+/-900 000 réfugiés principalement venus du Soudan du Sud, de Somalie et d'Erythrée).

## ***Erythrée***

Le désaccord sur le tracé de la frontière entre Addis-Abeba et Asmara, suite à l'indépendance de l'Erythrée en 1993, a généré entre les deux pays un conflit meurtrier ayant fait près de 80 000 victimes de mai 1998 à juin 2000.

Le rétablissement des relations diplomatiques en juillet 2018 ouvre la voie à une normalisation de la relation bilatérale. L'Ethiopie encourage par ailleurs les membres du CSNU à une levée des sanctions contre l'Erythrée lors du prochain vote le 15 novembre 2018.

De plus, le comité exécutif de l'EPRDF (parti au pouvoir depuis 1991 et la chute de Mengistu) annonce l'intention de l'Ethiopie d'appliquer pleinement l'accord d'Alger de 2000, qui a mis fin au conflit armé entre les deux pays, et la décision de la commission frontalière éthio-érythréenne de 2002 qui octroie notamment la localité de Badmé à l'Erythrée. Le 8 juillet 2018, Abiy Ahmed s'est rendu à Asmara, mettant fin à plus de 18 ans de conflit larvé avec son voisin érythréen. Dans les jours qui ont suivi, les relations diplomatiques ont été rétablies, tout comme les liaisons téléphoniques et aériennes (le premier vol Addis-Abeba – Asmara a eu lieu le 18 juillet). En retour, le président érythréen Issaias Afeworki s'est déplacé en Ethiopie du 14 au 16 juillet. Il y a inauguré la réouverture de l'ambassade érythréenne. Le 16 septembre 2018, à l'invitation du roi d'Arabie Saoudite, le premier ministre éthiopien et le président érythréen se sont rendus à Djeddah où ils ont signé un accord de paix.

## ***Somalie***

Après avoir chassé les milices des Tribunaux islamiques en décembre 2006, l'Ethiopie a retiré ses troupes en janvier 2009. Par la suite, en novembre 2011, l'armée éthiopienne s'est à nouveau déployée en Somalie. Depuis janvier 2014, la majorité des troupes éthiopiennes en Somalie sont intégrées à la force d'intervention de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

## ***Soudan et Soudan du Sud***

Voisine du Soudan avec lequel elle entretient des échanges économiques importants, l'Ethiopie suit avec attention la situation intérieure soudanaise et plaide pour une solution politique aux conflits du Darfour et des deux régions (Nil Bleu et Sud-Kordofan).

L'Ethiopie mobilise, depuis 2008, près de 2 565 casques bleus au Darfour dans le cadre de la Mission des Nations unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD) et 4500 autres à Abyei, à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, dans le cadre de la Force Intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA).

Au Soudan du Sud, l'Ethiopie s'investit dans la résolution de la crise pour éviter un conflit régional : elle s'est engagée dans la médiation conduite par l'IGAD à Addis Abeba et a déployé 1 300 casques bleus au Soudan du Sud dans le cadre de la Mission des Nations unies pour le Soudan du Sud (MINUSS).

## ***Egypte***

Dans le cadre de sa politique de développement, l'Ethiopie a lancé la construction d'une quinzaine de barrages hydroélectriques, dont celui de la Renaissance sur le Nil Bleu. La question des eaux du Nil étant un enjeu majeur pour Le Caire, les projets éthiopiens sont ponctuellement sources de crispations politiques entre les deux pays. L'Ethiopie, l'Egypte et le Soudan ont signé un accord de principes sur la gestion des eaux du Nil en mars 2015 mais depuis mai 2017, les discussions concernant le barrage de la Renaissance sont difficiles. Néanmoins, la visite du PM Abiy Ahmed au Caire le 11 juin 2018, deux mois après sa prise de fonctions, a permis un apaisement des tensions.

## ***Intégration régionale***

Elle est membre de l'IGAD, dont elle exerce la présidence depuis 2008, ainsi que du COMESA (Marché commun d'Afrique orientale et australe).